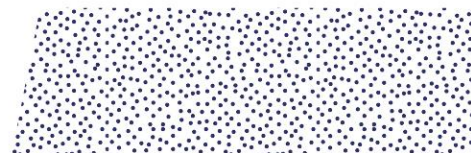


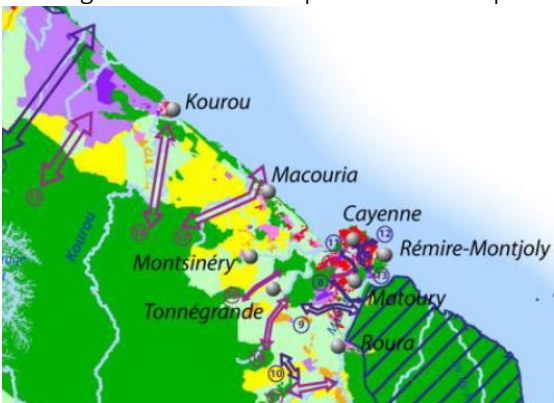
MODIFICATION N°2 DU SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL DE GUYANE

**Réponse à l'avis n° 2022-63 de
l'Autorité Environnementale
délivré le 06/10/2022**



Recommandation	Réponses
<p>L'Ae recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De joindre au dossier les deux rapports d'étude comparant les 29 sites initialement analysés par la CACL et d'y ajouter une comparaison des incidences environnementales et sur la santé humaine des projets, constitués de chaque site et de tous les autres aménagements nécessaires à son exploitation ; - De présenter l'évolution des flux de déchets jusqu'en 2035 et de justifier le dimensionnement de l'installation et de la parcelle retenues ; - De présenter une analyse détaillée des incidences environnementales et de la compatibilité avec les documents de planification du « pôle environnemental de Wayabo » et du projet correspondant au site de Macouria, en y intégrant l'ensemble des composantes nécessaires à leur fonctionnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - La notice sera complétée pour intégrer une étude comparative réalisée sur le site B 4-3, B 4-4 et Wayabo. L'étude comparant les 29 sites sera mise en annexe. - Le Scénario du Plan prévoit pour le traitement des déchets résiduels en 2033 : <ul style="list-style-type: none"> - 1 000 t / an pour la CCEG littoral - 13 000 t/an pour la CCDS (hors site isolé) - 60 000 t/an pour la CACL Les éléments justifiant le dimensionnement du projet ISDND seront ainsi ajoutés. - La notice sera complétée avec l'étude comparative entre le « pôle environnemental de Wayabo » et les secteurs B 4-3 et B 4-4.
<p>L'Ae recommande d'analyser l'articulation de la modification du SAR avec les principaux autres plans et programmes potentiellement concernés ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p>	<p>La partie « Mise en compatibilité des pièces réglementaires du SAR » sera complétée avec les autres plans et programmes ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p>
<p>L'Ae recommande de présenter les enjeux de la ZNIEFF de type II « Marais de la Crique Macouria », de compléter l'analyse des milieux naturels en tenant compte des données complémentaires apportées à l'étude d'impact du projet d'ISDND et de relever les niveaux d'enjeux.</p>	<p>Les enjeux de la ZNIEFF 2 seront complétés et les données complémentaires seront également intégrées à l'évaluation environnementale de la notice. Les niveaux d'enjeux seront également repris en conséquence si besoin.</p>
<p>L'Ae recommande de préciser si le SDAGE 2022-2027 conduira à devoir modifier le SAR dans le secteur du projet.</p>	<p>Les données concernant le SDAGE seront actualisées avec le SDAGE 2022-2027. A noter que la qualité des masses d'eau souterraines restent bonnes ainsi que la qualité des cours d'eau superficiels.</p>
<p>L'Ae recommande de compléter l'analyse de l'état initial par un volet paysager de l'ensemble des secteurs susceptibles d'être affectés par le projet et par une analyse de l'articulation de l'Atlas des paysages de Guyane avec le SAR.</p>	<p>L'état initial sera complété par les données de l'Atlas des paysages uniquement. A noter qu'une analyse des perceptions visuelles du projet a été réalisée dans le cadre de l'étude d'impact, les risques de perceptions du site ont été définis comme faibles.</p>

<p>L'Ae recommande de décrire les activités humaines au voisinage de toutes les composantes du projet ainsi que leurs évolutions prévisibles.</p>	<p>Les alentours du site reste classés en espaces naturels de conservation durable, en espaces forestiers de développement et en espace agricoles. Les exploitations à proximité seront présentées sous la forme d'une carte qui sera ajouté au dossier de modification. Le projet d'ISDND n'induit pas de constructions de type habitation à proximité.</p> <p>A noter que des études ont été réalisées sur l'impact sonore et odorifique dans le cadre de l'étude d'impact qui ont conclu à un impact non significatif.</p>
<p>L'Ae recommande de compléter le dossier par une présentation des trafics, dans l'état initial, sur les infrastructures sur lesquelles circulent actuellement et circuleront les déchets, en cas d'autorisation d'une nouvelle installation à Macouria, ainsi que l'ambiance sonore et la qualité de l'air à court, moyen et long terme avec et sans projet.</p>	<p>La notice de modification pourra être complétée par quelques données bibliographiques pour définir les enjeux pressentis et l'incidence globale. Il est prévu 3 à 4 tranches horaires d'ouverture pour limiter les déplacements et éviter les heures de pointes.</p> <p>A noter qu'une étude trafic a été réalisée dans el cadre de l'étude d'impact du projet.</p>
<p>L'Ae recommande de compléter et reprendre l'ensemble des analyses relatives aux transports liés à la nouvelle ISDND et aux incidences induites (air, bruit, santé, gaz à effet de serre) et, le cas échéant, d'identifier si d'autres dispositions du SAR doivent être modifiées.</p>	<p>Les potentielles incidences pourront être complétées en intégrant quelques éléments des études réalisées dans le cadre de l'étude d'impact.</p> <p>Le SAR identifie comme enjeux majeurs et défis principaux de l'environnement, l'amélioration des décharges et la création des équipements prévus au PDEDMA et PREDD. La pollution atmosphérique n'est pas encore définie comme un enjeu sensible à l'échelle de la Guyane, au regard de la présence de l'immense forêt guyanaise. Il n'est donc pas nécessaire de modifier d'autres dispositions du SAR.</p>
<p>L'Ae recommande de définir des mesures de réduction et, si besoin, de compensation de ces pollutions et nuisances</p>	<p>Une analyse des effets du projet sur la santé des populations riveraines a été menée dans le cadre de la réalisation du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale du projet. Cette analyse a conclu que le projet ne conduit pas à des risques jugés préoccupantes.</p> <p>De même, une étude a été menée sur la dispersion atmosphérique (air et odeur) et l'impact sur la qualité de l'air du projet. Il a été conclu que le projet ne conduisait pas à un impact significatif sur la qualité de l'air et sur les odeurs. Ces éléments seront ajoutés au document de modification.</p>

<p>L'Ae recommande que la modification n°2 du SAR comporte une mesure d'évitement des secteurs présentant les enjeux les plus forts au sein de la parcelle AT0003, reprise sous la forme d'une prescription applicable au projet d'ISDND et à tout autre projet que la modification du SAR rendrait possible.</p>	<p>Ce point ne relève pas du SAR qui ne travaille pas à l'échelle parcellaire et prévoit seulement un changement de zonage. Cette précision doit donc se faire à l'échelle du SCoT et du PLU.</p> <p>A noter que le projet constitue un établissement public qui ne tend pas à s'étendre de manière disproportionnée par rapport aux besoins du territoire. Le secteur est d'ailleurs limité physiquement par plusieurs éléments tels que la topographie, la présence de piste et de la rivière.</p>
<p>L'Ae recommande que la modification n°2 du SAR intègre comme mesure de compensation une protection stricte des espaces ayant vocation à être mobilisés comme mesure de compensation du projet.</p>	<p>Le site de compensation est identifié dans le SAR comme espaces agricoles qui doivent être maintenus dans leur vocation. Ce secteur sera concerné par un statut de protection sous la forme d'une Aire de Protection des Habitats Naturels (APHN) géré par le Conservatoire d'Espaces Naturels (délibération de compensation). Sachant que la moitié des parcelles sont déjà protégées.</p> <p>A noter que le SAR permet déjà la compensation du secteur par l'identification d'un corridor écologique à maintenir et renforcer (n°17) que les documents de rang inférieur doivent prendre en compte.</p> <div data-bbox="1285 740 1879 1299">  <p>Les corridors écologiques</p> <ul style="list-style-type: none"> — Corridor aquatique ↔ ① Corridor écologique du littoral à maintenir et renforcer ↔ ① Corridor écologique du littoral sous pression </div>

L'Ae recommande de compléter significativement le volet paysager du dossier par une analyse plus représentative du site et, si nécessaire, par la définition de mesures visant à prévenir des choix qui seraient de nature à dégrader l'ambiance paysagère du site.	Une étude paysagère a été réalisée dans le cadre de l'étude d'impact, les conclusions et mesures définies seront intégrées dans le dossier de modification du SAR.
L'Ae recommande de préciser les modalités d'alimentation en eau et de gestion des lixiviats et des eaux usées, et de démontrer la compatibilité de la modification proposée du SAR avec le SDAGE 2022-2027, au besoin en définissant des mesures d'évitement ou de réduction supplémentaires.	La gestion des eaux, des lixiviats et des eaux usées sera complétée dans le dossier de modification selon les études réalisées dans le cadre de l'étude d'impact. Les mesures établies pour définir un impact résiduel négligeable seront également ajouté.
L'Ae réitère sa recommandation de renseigner chaque indicateur par une valeur de départ (correspondant à la date d'approbation du SAR en 2016), d'une valeur mise à jour en 2022 et d'une valeur cible en 2035, et de préciser les indicateurs dont les cibles seraient modifiées du fait de la modification n°2.	La nécessité de préciser certains indicateurs a été soulevé lors de l'évaluation du SAR ainsi que la difficulté d'accès à un grand nombre de données ont été soulevées dans le rapport d'évaluation et de suivi du SAR (bilan à mi-parcours avec 52 indicateurs renseignés). Ces éléments seront intégrés dans le cadre de la révision générale du SAR.
L'Ae recommande de compléter le résumé non technique par des réponses à chacune des recommandations du présent avis.	Le résumé non technique sera mis à jour suite aux modifications